

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 451 • mars-avr. 2015 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

GRÈCE

Le nationalisme à outrance de Syriza

Selon les médias, le triomphe de Syriza en Grèce aurait rendu nerveuses les grandes puissances capitalistes. Cette tension exhibée pour la galerie, Syriza appartenant au même monde bourgeois, est surtout le produit de manœuvres délicates en vue de renégocier la dette grecque. Syriza fait bel et bien partie de ces mêmes puissances capitalistes parce qu'elle partage avec elles la défense de la nation, bannière derrière laquelle chaque capital national défend ses intérêts contre le prolétariat et contre ses rivaux impérialistes. Lors de son dernier meeting, juste avant de remporter les élections, Tsipras, le leader de Syriza, a très bien résumé la réalité de cette coalition : "A partir de lundi, nous en finirons avec l'humiliation nationale et avec les ordres venant de l'étranger." Ce programme n'a rien à voir avec celui du prolétariat dont l'objectif est la constitution de la communauté humaine mondiale et dont la force d'impulsion est l'internationalisme. Aussi, le triomphe de Syriza n'est pas celui du "peuple", mais celui du capital grec ; sa politique consistera à porter de nouvelles attaques contre l'ensemble des travailleurs au seul profit du capital national.

La situation catastrophique de l'économie grecque est l'expression de la crise mondiale du capitalisme

Les données de l'économie grecque sont édifiantes. Nous ne mentionnerons

que deux chiffres : le revenu nominal des ménages a chuté de 25 % en 7 ans et les exportations, malgré l'énorme réduction des coûts salariaux, sont aujourd'hui 12 % plus basses qu'en 2007. L'état de ruine dans lequel se trouvent les installations olympiques, ce gaspillage gigantesque mis en place pour les JO de 2004, sont un symbole éloquent de la situation du pays.

Cependant, la crise dont souffre la Grèce n'est pas une crise locale due à la mauvaise gestion des gouvernements successifs, mais l'expression de l'impasse historique du mode de production capitaliste doublé d'une crise économique ouverte qui se prolonge depuis 1967 (presque un demi-siècle!), une crise dont celle des "subprimes" en 2007 a constitué un nouveau jalon, immédiatement renforcé par la grande panique financière de 2008 et la récession de 2009. Si les mesures adoptées par les grands pays capitalistes ont pu limiter les effets les plus désastreux de ces événements, elles n'ont nullement pu répondre au problème de fond de la surproduction généralisée dans laquelle le capitalisme s'enfonce depuis presque un siècle. La "solution" en question (une surdose encore plus forte d'endettement prise en charge directement par les États) n'a fait qu'aggraver la situation même si, momentanément, elle a servi de rustine.

Dès lors, "ce sont maintenant les États qui sont confrontés au poids de plus en plus écrasant de leur endet-

tement, la "dette souveraine", ce qui affecte encore plus leur capacité à intervenir pour relancer leurs économies nationales respectives à travers les déficits budgétaires"⁽¹⁾. Cette situation est devenue insoutenable pour "les pays de la zone Euro où l'économie était la plus fragile ou la plus dépendante des palliatifs illusoire mis en œuvre dans la période précédente, les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne)"⁽²⁾. En Grèce, la dette publique a atteint 180 % du PIB, le déficit public était de 12,7 % en 2013. Il s'agit là d'un fardeau qui enfonce l'économie dans un cercle vicieux : pour payer ne serait-ce que les intérêts de la dette, il faut contracter de nouvelles dettes et, en échange, imposer des mesures d'austérité draconiennes qui enfonce encore plus l'économie, ce qui exige des doses encore plus fortes de dettes et des mesures d'austérité plus drastiques encore.

Le cercle vicieux dans lequel se trouve engluée l'économie grecque est le symbole même du cercle vicieux dans lequel s'enfonce tout le capitalisme mondial. "Cela ne veut pas dire cependant que nous allons revenir à une situation similaire à celle de 1929 et des années 1930. Il y a 70 ans, la bourgeoisie mondiale avait été prise complètement au dépourvu face à l'effondrement de son économie et les po-

litiques qu'elle avait mises en œuvre, notamment le repli sur soi de chaque pays, n'avaient réussi qu'à exacerber les conséquences de la crise. L'évolution de la situation économique depuis les quatre dernières décennies a fait la preuve que, même si elle était évidemment incapable d'empêcher le capitalisme de s'enfoncer toujours plus dans la crise, la classe dominante avait la capacité de ralentir le rythme de cet enfoncement et de s'éviter une situation de panique généralisée comme ce fut le cas à partir du "mardi noir", le 24 octobre 1929. Il existe une autre raison pour laquelle nous n'allons pas revivre une situation similaire à celle des années 1930. A cette époque, l'onde de choc de la crise, partie de la première puissance économique du monde, les États-Unis, s'était propagée principalement vers la seconde puissance mondiale, l'Allemagne"⁽³⁾. Aujourd'hui, à la différence de cette époque, la bourgeoisie (grâce à un renforcement systématique du capitalisme d'État) a réussi à "organiser" l'économie mondiale afin que les effets de la crise retombent avec plus de force sur les pays les plus faibles et s'atténuent le plus possible pour les plus puissants. L'Allemagne et les États-Unis, qui furent en 1929 l'épicentre de la crise, sont aujourd'hui les pays qui s'en sortent le mieux et qui ont réussi à améliorer leur position face à leurs rivaux.

3) *Idem.*

La gestion de la crise, moyen de division de la classe ouvrière

Cette politique permet au capitalisme dans son ensemble de résister à l'enfoncement dans la crise en privilégiant la défense de ses centres névralgiques. Elle est également un moyen pour mieux diviser le prolétariat. L'économie n'est en effet pas une machine aveugle qui fonctionne par elle-même et les nécessités de la lutte des classes ont une influence sur elle : "une des composantes majeures de l'évolution de la crise échappe au strict déterminisme économique et débouche sur le plan social, sur le rapport de forces entre les deux principales classes de la société, bourgeoisie et prolétariat"⁽⁴⁾. En déplaçant les pires effets de la crise sur des pays plus faibles, la bourgeoisie se donne des moyens pour diviser le prolétariat. La gestion politique de la crise vise en particulier à mettre dans la tête des ouvriers grecs que leur situation dramatique est la conséquence du "bien-être" de leurs frères de classe d'Allemagne, et nullement l'expression de l'impasse dans lequel se trouve le capitalisme mondial. Inversement, l'apparente prospérité allemande dissimule aux travailleurs de ce pays la gravité de la situation, les rendant vulnérables aux "explications" selon lesquelles les menaces sur leur condition de vie "privé" seraient dues à la "paresse" et à "l'irresponsabilité" de leurs frères grecs et, en général, aux vagues d'immigration qui frappent à leurs portes.

Cette gestion politique de la crise permet ainsi de déplacer la réflexion des prolétaires sur le terrain pourri du nationalisme en réduisant les problèmes à des difficultés propres à "leur pays" et avec des solutions à trouver "dans leur pays" alors qu'il s'agit d'un problème mondial qui ne peut avoir qu'une solution à l'échelle in-

4) *Idem.*

(suite page 6)

ATTENTATS À PARIS

À qui profite le crime ?

Les attentats sanglants et barbares qui se sont déroulés à Paris le mois dernier ont donné lieu à une indignation massive, à un dégoût et à un rejet généralisés. Tout cela s'est traduit par des rassemblements gigantesques dans toutes les grandes villes de France et dans de nombreuses grandes métropoles du monde. Des millions de personnes, des centaines de milliers de prolétaires ont voulu se retrouver pour exprimer ensemble le refus total de ces actes terroristes barbares. La solidarité avait pris spontanément possession des rues et des places. Mais cette saine et nécessaire réaction s'est immédiatement confrontée aux appels patriotiques à "l'union nationale" et à "l'union sacrée" de la part de la quasi-totalité de la bourgeoisie française. Une bourgeoisie

profitant honteusement de l'émotion qui s'est emparée des populations en état de choc. A entendre tous les politiciens et les médias, la France venait "d'entrer en guerre". L'État seul pouvait nous protéger ; il en allait de la "sécurité des Français", de la défense de la "démocratie" et de "la liberté d'expression". Et ce poison idéologique a été encore plus largement inoculé au Danemark après les récents attentats de Copenhague. La peur et l'angoisse savamment distillées à longueur de journée par tous les médias se devaient d'investir le cerveau de chaque prolétaire terrifié pour que l'État se fasse mieux passer pour un père de famille proposant au "bon peuple" son ombre bienveillante et protectrice.

Au-delà de ces apparences mystificatrices, des questions doivent se poser au prolétariat. A qui profitent vraiment les crimes odieux perpétrés contre les journalistes de *Charlie-hebdo* et les clients de la boucherie cachère ? Que

signifient les propos doucereux du gouvernement ? Qu'est ce qui se cache derrière l'intense propagande médiatique sur le fameux "après-7 janvier", qui n'est pas sans évoquer "l'après-11 septembre 2001" ? Les vérités cachées derrière les discours bourgeois doivent apparaître. Le prolétariat ne peut prendre naïvement pour argent-comptant tout ce que lui raconte l'État sous peine de le payer chèrement dans l'avenir.

Les derniers attentats à Paris, un prétexte idéal pour renforcer la militarisation de la société

La bourgeoisie française, dès les attentats commis, a affiché son unité. La guerre que ses différentes fractions et cliques concurrentes se livrent habituellement a soudain disparue comme par enchantement. Au nom de la défense de la "patrie attaquée", du "peuple français en danger", la "nation française" devait "faire bloc face à la menace terroriste". Paré d'un

humanisme de façade, faisant assaut d'hypocrisie et de mensonges, le loup impérialiste trouvait là un alibi démocratique en or à exploiter sans tarder pour justifier un engagement guerrier plus marqué dans le monde, afin que la France puisse "tenir son rang". Sans attendre, le navire de guerre Charles-de-Gaulle devait partir aux avant-postes de cette nouvelle croisade. Disparu le rôle actif et militaire que joue l'impérialisme français dans nombre de guerres qui ensanglantent la planète et qu'il fallait s'efforcer de masquer par le passé en le drapant d'une justification "humanitaire" ! Effacé le rôle joué par la bourgeoisie française et son armée dans le génocide du Rwanda du temps d'un autre président socialiste dénommé Mitterrand. Tombées dans l'oubli, les déclarations de ce dernier selon lesquelles un génocide d'un million de morts dans ce pays-là n'est pas bien grave ! La barbarie extrême

(suite page 2)

Dans ce numéro

"La liberté d'expression" et "de la presse"

L'illusion entretenue par le capital 2

A propos du livre d'Olivier Besancenot *La conjuration des inégaux. La lutte des classes au XXI^e siècle*

Le gauchisme pourrit la conscience du prolétariat 3

XXI^e Congrès de RI *Résolution sur la situation sociale en France* 4

Les anarchistes et la guerre impérialiste 8



Attentats à Paris : à qui profite le crime ?

semble se donner tous les droits : celui de faire la guerre et de restreindre les prétendues "libertés". Après les attentats, la bourgeoisie a donc enfilé sans complexe le costume de gardienne de l'ordre et de la sécurité. Face à une folie meurtrière irrationnelle, la barbarie ordinaire des États démocratiques doit être présentée comme "normale". En serviteurs zélés, les médias, les écrans TV envahis d'images nauséabondes pouvaient alors exhiber un déploiement massif des forces de l'ordre sur le pied de guerre. Des milliers de policiers, gendarmes et militaires peuvent désormais quadriller tous les espaces publics. Et cela prétendument pour notre plus grand bien ! Une partie de la droite française avançait alors, sans retenue aucune, la nécessité de mettre en place un *Patriot Act* à la française. Ce que la gauche et le gouvernement se dépêchaient hypocritement de "rejeter" afin de mieux préparer activement des mesures qui y ressemblent comme deux gouttes d'eau. En effet, en matière de réponse idéologique et répressive, la similitude est très grande entre la politique appelée *Patriot Act* aux États-Unis et celle adoptée en France au cours du dernier mois. C'est d'ailleurs cette politique sécuritaire que le socialiste Hollande s'approprie à défendre comme fer de lance au sein d'une Union européenne déjà conquise et forcément séduite.

Il faut se rappeler comment le *Patriot Act* est apparu ! C'est le 11 septembre 2001 que deux avions percutent de plein fouet les tours jumelles à New York. Deux autres avions s'écrasent à Washington et en Pennsylvanie. Le bilan est terrifiant : plus de 3000 personnes sont tuées. Le doute persiste sur l'ampleur de la complicité de l'État américain dans ces attentats. Mais une chose est certaine, comme en France immédiatement après ceux-ci, l'appareil politique américain et ses médias ont été réquisitionnés afin de mobiliser la population derrière la mise en place d'un état de guerre sur le sol américain. Les visées impérialistes des États-Unis n'étaient pas absentes de ce calcul cynique et de l'orchestration de cette psychose de guerre. Pour la bourgeoisie américaine, il fallait profiter de ce dramatique événement pour effacer le "syndrome de la guerre du Vietnam", justifier son intervention en Irak, au prix de mensonges grossiers, et préparer son entrée en Afghanistan. Tout attentat terroriste d'envergure sur son sol national est **toujours utilisé** par la bourgeoisie pour ses menées bellicistes guerrières. Non seulement toutes les mesures antiterroristes des États sont impuissantes à endiguer la montée du terrorisme mais elles font partie de l'escalade de la terreur. Elles alimentent en plus le climat de suspicion envers les autres en générant des divisions au sein des populations. La France n'échappe pas à cette règle. Si le terrorisme est de fait une arme de guerre de la bourgeoisie de n'importe quel pays et quelle que soit sa religion, il n'en est pas moins également une arme idéologique précieuse de celle-ci contre la classe ouvrière. C'est ainsi que la "croisade du bien contre le mal" lancée à l'époque par l'administration Bush lui a permis de mettre en place ce fameux *Patriot Act*, sans même avoir besoin de passer par le législateur. Il est alors devenu "normal" de surveiller les mails, le courrier, le téléphone de tout un chacun et de pouvoir entrer sans vergogne dans n'importe quel appartement, y compris pendant l'absence des occupants des lieux. Une fouille des gens allant au travail peut se faire sans explication. Quant à la police, elle s'est vue dotée d'une immunité presque totale. Les "assassinats" de plus en plus fréquents perpétrés par la police, notamment envers des Noirs, et ne donnant en général lieu à aucune poursuite judiciaire, en sont

des manifestations concrètes. De fait, ce qui avait été présenté à ce moment-là comme des mesures ponctuelles et exceptionnelles est devenu permanent. Comme en Grande-Bretagne ou ce même prétexte a permis de justifier la mise sous surveillance par des caméras innombrables dans pratiquement toutes les rues et le métro des villes de ce pays. En démocratie, les lois d'exception sont devenues la norme.

Bien sûr, en France le prolétariat a une expérience toute autre qu'aux États-Unis. La Commune de Paris en 1871, Mai 1968 ne sont pas totalement effacés de la mémoire de la classe ouvrière. La bourgeoisie française le sait pertinemment et c'est pour cela qu'elle est malgré tout plus prudente. Elle avance davantage masquée que son homologue américain. Mais cela ne l'a pas empêchée deux semaines après les attentats à Paris, par l'entremise du Premier ministre Valls, de dévoiler toute une série de mesures soutenues par toute la bourgeoisie européenne et que même les dirigeants américains n'auraient pas désavoués. Ce même ministre qui a déclaré que devant "le défi redoutable auquel la France est confrontée, il s'imposait de prendre des mesures exceptionnelles", dont on connaît en réalité la... pérennité. Le fardeau financier s'élèvera à 700 millions d'euros compensé par des coupes claires dans les dépenses publiques, déjà mises en mode de restriction avancée. Par contre, l'armée ne connaîtra pas les coupes budgétaires initialement prévues. Et les forces de gendarmerie et de police se verront renforcées massivement en hommes et en matériel. Des flics et des soldats surarmés vont ainsi patrouiller un peu partout et pas seulement devant les lieux "sensibles". Le prolétariat ne doit pas être naïf. Un État qui montre ainsi sa force, c'est une forme directe d'intimidation. C'est un avertissement donné aux ouvriers. Il s'agit là de pouvoir surveiller et réprimer "en toute légalité républicaine", non seulement tout ce qui dérange et n'est pas dans la norme, mais surtout de s'armer contre le prolétariat et ses luttes qu'il faudra criminaliser. Les lois du *Patriot Act* hantent de fait toutes les démocraties bourgeoises. Pour preuve, en France, même les enfants dès sept ou huit ans à l'école primaire n'échappent pas à une surveillance aussi étroite que possible. Et gare aux enseignants qui ne se plieraient pas à cette sale besogne et autre délation ! Au nom de la laïcité, le gouvernement veut que les enfants reçoivent à l'école un enseignement dit "civique" renforcé afin d'en faire des adorateurs de l'État totalement conditionnés et soumis. Et qui n'est de fait qu'un dressage aux règles et aux valeurs bourgeoises, ce masque mystificateur sous lequel se cache la dictature capitaliste de cette classe exploiteuse. Si le retour au service militaire n'est plus envisageable pour la bourgeoisie, gageons qu'un service civique renforcé sera bientôt adopté dans une belle unanimité.

Des lois répressives bien connues contre le prolétariat

La classe dominante, au-delà de ses propres divisions internes, a depuis toujours parfaitement compris quel était son fossioyer. L'histoire de cette classe se confond avec les moyens qu'elle s'est systématiquement donnés pour faire face à son seul véritable ennemi : le prolétariat. En période révolutionnaire, l'État capitaliste ne s'embarasse d'aucune légalité pour massacrer le prolétariat en lutte. Les cosaques pendant la révolution en Russie en 1917 ou les corps-francs en 1919 dans l'Allemagne sociale-démocrate en sont de sinistres exemples. Mais lorsque la classe ouvrière ne menace pas directement le pouvoir de la bourgeoisie, celle-ci se doit de cacher sa véritable na-

ture exploiteuse derrière tout un fatras de mensonges idéologiques, derrière un paravent démocratique sophistiqué. Il y a maintenant près de 150 ans, au temps où les partis socialistes étaient de véritables organisations révolutionnaires, le chancelier de l'Empire allemand, Monsieur Bismarck, celui-là même qui avait aidé le très républicain chien sanglant Monsieur Thiers à massacrer la Commune de Paris, promulguait ses lois antisocialistes. La loi interdisait les organisations socialistes et sociales-démocrates, ainsi que toutes leurs activités au sein de l'Empire allemand. Cette loi répressive était accompagnée du renforcement de la présence militaire et policière au sein de toutes les grandes villes allemandes. Mais cette politique du "Talon de Fer" n'est pas l'apanage de cet Empire. En 1893-1894, dans la très démocratique Troisième République française, des lois entrées dans l'histoire sous le nom de "lois scélérates" furent adoptées. Elles visaient, sous couvert de lutter contre les malfaiteurs, directement les groupes anarchistes et menaçaient en même temps ouvertement toutes les organisations ouvrières. Être ne serait-ce que soupçonné d'avoir des sympathies pour l'anarchisme ou le combat ouvrier devenait un crime. Ces lois encourageaient également, comme aujourd'hui, la délation. En 1894, de retour de Carmaux où il avait soutenu la grève des mineurs qui avait donné lieu à une violente répression de la gendarmerie et de l'armée, Jaurès à la Chambre des députés s'élevait contre ces lois scélérates : "C'est ainsi que vous êtes obligés de recruter dans le crime de quoi surveiller le crime, dans la misère de quoi surveiller la misère et dans l'anarchie de quoi surveiller l'anarchie." Les véritables scélérats se trouvaient à Paris, au sein même de ceux qui promulguaient ces lois. A Carmaux, un certain Tornade, actif lors des grèves de 1892, avait proposé aux mineurs en grève des fonds venant de Paris pour acheter de la dynamite et ouvrir ainsi directement la voie à la répression, justifiée immédiatement au nom de la "lutte contre le terrorisme". Jaurès avait bien raison de dénoncer que c'était la lutte du mouvement ouvrier et la parole ouvrière qui était en réalité visée.

De ce point de vue, la "liberté d'expression" ou "de la presse", tant vantée aujourd'hui après les attentats, n'a toujours été qu'une illusion savamment entretenue par la classe dominante. Non seulement parce que les médias et les discours officiels sont l'émanation et la propriété du capital, mais parce qu'ils font d'emblée pour cela allégeance à l'État bourgeois sans qu'il soit nécessaire pour ce dernier de

les "téléguider" ou de dicter systématiquement le contenu de leur propagande⁽¹⁾. Le népotisme et le clientélisme connu chez bon nombre de journalistes, la collusion des médias avec les dirigeants politiques ne sont donc que des conséquences purement anecdotiques et non la cause de leur docilité. Toute réelle opposition critiquant et remettant en cause l'État capitaliste ne peut avoir sa place, ni être acceptée ou diffusée largement par les médias. La "liberté d'expression" se résume en réalité aux seules paroles soumises à l'État, aux lois et aux valeurs du capital.

La bourgeoisie est la classe dominante la plus machiavélique de l'histoire

La classe ouvrière en France comme au niveau international est dans une difficulté profonde. Mais le prolétariat est loin d'avoir rendu les armes. Dans une situation où la crise économique ne peut que continuer à s'aggraver et la dégradation des conditions de vie se poursuivre, la bourgeoisie sait pertinemment que viendra un temps où elle aura affaire à des luttes ouvrières d'ampleur. Plus elle s'y prépare et mieux elle se porte ! La classe dominante connaît depuis toujours le danger que représentent pour elle et son système le prolétariat révolutionnaire et ses organisations d'avant-garde. Sa conscience de ce danger, son unité face à lui et son machiavélisme n'ont pas de limite. Machiavel qui vivait à l'époque de la Renaissance a été dans ce domaine un précurseur éclairé de la bourgeoisie. Il déclarait que : "Le mensonge et la tromperie sont des moyens de gouverner que tout Prince doit savoir manier avec un maximum d'efficacité." En un mot, les moyens utilisés sont définis par le but à atteindre. Il n'y a aucun principe moral à respecter et la bourgeoisie actuelle a porté cette méthode de gouvernement à des sommets encore jamais atteints dans l'histoire. Le mensonge, la terreur, la coercition, le chantage, la "bouc-émissarisation", le pogromisme, le complot et l'assassinat sont des moyens usuels de la gouvernance capitaliste. L'assassinat des révolutionnaires Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en 1919 par la soldatesque aux ordres du gouvernement social-démocrate d'Ebert en Allema-

1) Ceci étant, le capitalisme d'État conduit souvent à contrôler et verrouiller totalement l'information dès que nécessaire, en particulier en temps de guerre. Il suffit de se rappeler de la première Guerre du Golfe où les médias étaient de simples toutous suivant docilement les opérations militaires et amplifiant le matraquage idéologique de l'État-major américain (lire notre brochure sur ce thème).

ne en est une expression des plus symboliques. Comme l'assassinat de Jaurès en juillet 1914 préparé par toute une campagne haineuse, patriotarde de la très démocratique république française, ne parlant que d'union sacrée et allant se vautrer dans la fange de la première boucherie mondiale. Le machiavélisme de la bourgeoisie n'est pas une perversion de la démocratie, c'est le produit de sa nature de classe capitaliste et dominante, la plus intelligente de l'histoire. Pearl Harbor est un exemple terrifiant de ce machiavélisme de la bourgeoisie. En 1941, les États-Unis sont pressés d'entrer en guerre contre le Japon et l'Allemagne. Pour le justifier, étant au courant de l'imminente attaque de l'aviation japonaise sur la base militaire de Pearl Harbor, l'État américain n'hésitera pas un seul instant à sacrifier sa flotte du Pacifique et des milliers de soldats volontairement désarmés et stationnés. Dans ce domaine, les exemples sont légions. Le renforcement du contrôle et de la surveillance policière, l'escalade dans le durcissement de l'arsenal répressif annoncés par le gouvernement du président Hollande ne sont qu'une des expressions de ce machiavélisme de la bourgeoisie. La volonté affichée de protéger la population française, les "citoyens", n'est que de la poudre aux yeux, un simple alibi. La bourgeoisie face à la défense de ses intérêts capitalistes a toujours affiché un mépris total pour la vie humaine. La militarisation de la société est le renforcement direct du pouvoir totalitaire du capitalisme d'État. La démocratie n'est donc que le masque idéologique de la dictature du capital. Un masque hypocrite terriblement efficace de l'exploitation et de la terreur d'État qui détient à lui tout seul le monopole de la violence. Une violence étatique qui doit faire régner l'ordre public pour garantir l'exploitation sauvage du capitalisme. Un état de fait générant les brimades, les humiliations quotidiennes au travail, le chômage de masse et une paupérisation grandissante. Bref, une violence inouïe, face à laquelle il serait interdit de se révolter et qu'il faudrait accepter sans broncher, en "bon citoyen" ! Ne pas s'en rendre compte, croire dans la bonne volonté de l'État et dans l'humanitarisme de cette classe exploiteuse, ce serait se laisser désarmer politiquement. Les mesures de Valls et autre Hollande aujourd'hui, comme celles qui seront déployées ailleurs, préparent très sérieusement et activement la répression. Seul le prolétariat révolutionnaire en lutte pourra tenter de paralyser le terrible bras armé de la bourgeoisie et celui de ses États en affirmant sa perspective communiste.

Cyril, 10 février 2015

"La liberté d'expression" l'illusion entretenue

Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne

Lénine, 4 mars 1919

"La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. Encore une fois, les ouvriers savent que les socialistes de tous les pays ont reconnu des millions de fois que cette liberté est un mensonge, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que subsiste le pouvoir du capital dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que le régime démocratique et républicain est plus développé, comme par exemple en Amérique. Afin de conquérir la véritable égalité

La bourgeoisie a profité de la grande manifestation du 11 janvier dernier, suite aux attentats à Paris, pour nous marteler l'idée qu'il fallait "défendre la liberté d'expression". Or, aujourd'hui, l'expression est totalement monopolisée par les médias de masse pour un matraquage permanent, un bourrage de crâne, un lavage de cerveau continu en défense de la démocratie bourgeoise. Et Internet n'a fait que renforcer encore cette emprise, en permettant tout particulièrement de fliquer informatiquement et systématiquement tous ses utilisateurs.

Entièrement chapeauté par la réalité du capitalisme d'État, la "liberté d'expression" ou "de la presse" reste plus que jamais celle de la voix et de la propriété exclusive du capital. Une situation qui a toujours été dénoncée par les révolutionnaires. Nous publions, ci-contre quelques extraits dénonçant ce mensonge de "liberté de la presse" au temps de la Troisième Internationale (1919). Ces extraits, même s'ils peuvent paraître aujourd'hui un peu datés au regard de l'évolution des moyens de propagande, montrent clairement que la presse ne pouvait être que vendue au capital, au propre comme au figuré.

Le gauchisme pourrit la conscience du prolétariat

Depuis qu'Olivier Besancenot n'est plus le candidat emblématique du NPA aux élections présidentielles, il semble aspirer à de "nobles" fonctions au sein de l'appareil politique de la bourgeoisie, celles de "tête pensante" et de "vulgarisateur" d'un marxisme contrefait et paralysant. Ce n'est pas la première fois que le champion médiatique de la prétendue "gauche radicale" prend la plume, mais avec cet ouvrage, il s'attaque à une question primordiale dans le processus de prise de conscience de la classe ouvrière : la lutte des classes.

Pour le marxisme, le prolétariat est avant tout une classe révolutionnaire, en lutte, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte pour l'abolition du capitalisme et l'avènement d'une société sans classe ni frontière; une société qui, nous sommes contraints de le préciser tant le mot brille par son absence dans le texte de Besancenot, porte le nom de communisme. Cette classe est riche d'une histoire de luttes sociales, mais aussi et surtout, puisque le combat historique du prolétariat pour arracher l'humanité à sa préhistoire ne se réduit pas, loin s'en faut, à une bataille pour du pain et un toit, à une expérience de luttes théoriques et politiques. Cette expérience acquise par de nombreuses générations de prolétaires, faite de combats acharnés, de réflexion et de révolutions, prouve combien la classe ouvrière a réellement les moyens de remplir sa mission historique, d'abolir le capitalisme en détruisant ses États, et ce, à l'échelle internationale.

Si Besancenot s'entoure d'un verbiage qui se veut radical et dans la continuité du mouvement ouvrier, son texte s'inscrit en réalité dans celle de la gauche mystificatrice du capital, dont l'unique objectif est celui de maintenir le prolétariat dans des impasses politiques pour le conduire à la défaite et assurer le triomphe des possédants. Cette accusation est grave et semble excessive tant est répété le mensonge selon lequel "la gauche de la gauche" défendrait les intérêts de la classe ouvrière. Pourtant le dernier livre de Besancenot confirme, à tous les égards, la validité de cette analyse.

Destruction du capitalisme ou lutte contre "la classe des riches" ?

La première partie de l'ouvrage prétend identifier la classe ennemie du prolétariat : la bourgeoisie. Ceci

étant, l'auteur avance une définition bien particulière de celle-ci. Apparemment, la "lutte de classes au XXI^e siècle" prend la forme d'une "conjuraison des inégaux" (1). Ainsi, le leader du NPA n'a de cesse de dénoncer la "classe des riches", ce "petit monde", cette "oligarchie" composée de "quelques familles" qui dirigent le système capitaliste au moyen, notamment, de "la dictature des banques". En effet, le cœur de cette "conjuraison" se trouverait dans les grandes fortunes industrielles et surtout dans le milieu financier où quelques dynasties s'auto-reproduisent et "traversent les époques en résistant aux aléas de l'histoire et aux évolutions du capitalisme lui-même" sans en faire profiter les autres.

C'est cette reculée des "200 familles" (2) qu'Olivier Besancenot désigne comme des profiteurs de crise et les véritables maîtres du système. La manœuvre idéologique est éculée : il s'agit de désigner, afin de ménager le système comme un tout, une partie seulement de la classe dominante (parfois choquante de cynisme) censée "tirer les ficelles" dans l'ombre et produire les crises par une sorte d'égoïsme. C'est ainsi que toute la bourgeoisie, gauche et droite confondues, expliqua la crise de 2008 ; la mise à l'index de l'égoïsme des banquiers et de la folie des spéculateurs, que l'État bourgeois se proposait bien entendu de "réguler", détournait le regard et la réflexion du vrai coupable : les rapports sociaux capitalistes devenus obsolètes, l'existence même du salariat et du capital.

Destruction de l'État ou défense d'un État plus juste et plus démocratique ?

En réalité, derrière la dénonciation d'une partie spécifique de la bourgeoisie, il s'agit surtout d'enchaîner la classe ouvrière à l'État bourgeois. En défenseur radical... de la classe dominante, l'auteur ne met jamais en

1) Besancenot fait référence, en renversant le rapport, à la conjuration des Egaux menée par Gracchus Babeuf en 1796 qui, dans la dynamique de la Révolution française, appelait à l'instauration d'une société au sein de laquelle les moyens de production seraient mis en commun et où régnerait la "parfaite égalité" entre les individus.

2) Slogan démagogique lancé par le Parti radical dans les années 1930 pour désigner les actionnaires "tout-puissants" de la Banque de France puis repris par le Front populaire et l'extrême-droite, et relayé enfin par le parti stalinien.

question l'État en tant que tel mais seulement la façon dont il est géré. Selon Besancenot, la rapacité de quelques familles fortunées et la dictature des banques ne pourraient exister sans la complicité d'un État aux ordres qui détourne l'argent des impôts pour renflouer les pertes sèches du système bancaire au lieu de financer les services publics, qui ordonne aux CRS de pourchasser les ouvriers et jamais les patrons, qui exclut les "classes populaires" des bancs de l'Assemblée nationale... Autrement dit, ce que Besancenot propose n'est rien d'autre que de "lutter" pour mieux gérer l'État, pour que celui-ci soit gouverné de façon prétendument plus juste, plus équitable, plus humaine. Si Besancenot était le marxiste qu'il prétend être, il ne se présenterait nullement comme le défenseur inconditionnel d'un illusoire État soucieux de l'intérêt public contre l'avidité des patrons et des banquiers. Il appellera au contraire à l'abolition de l'État.

Dans *L'État et la révolution*, Lénine affirme à raison que l'État est "le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables". Il est historiquement l'instrument des classes dominantes pour contenir les antagonismes de classe dans les limites de l'ordre social existant et assurer la répression des classes exploitées et des révolutionnaires. Il est l'outil indispensable de la conservation sociale. L'expérience de la Commune de Paris avait déjà permis à Marx et Engels de corriger leur conception à ce sujet. La lutte du prolétariat parisien avait démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'État toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte" (3). Désormais, la classe ouvrière devrait s'efforcer de briser et démolir l'État en s'attaquant à cette machine bureaucratique et militaire.

Avec la période de décadence, dans laquelle nous baignons depuis plus d'un siècle, le capitalisme est marqué par le renforcement inouï d'une tendance universelle : celle du capitalisme d'État. Son emprise totalitaire a fini par aspirer l'ensemble de la vie sociale, transformant ce dernier en un véritable rouleau compresseur pour une exploi-

3) Marx, *La Guerre civile en France*, III^e partie.

tation implacable. Aussi, loin d'être un "jouet" entre les mains de la bourgeoisie, l'État est devenu au contraire le fer de lance à abattre de l'exploitation.

Il faut également souligner que le rôle "redistributif" que Besancenot veut donner à l'État se situe entièrement sur le terrain pourri du nationalisme. Ce n'est nullement par hasard ou par "oubli" que l'internationalisme n'est évoqué nulle part dans le livre alors que ce principe est précisément la pierre de touche de tout le mouvement ouvrier et des révolutionnaires. Besancenot se fait en revanche le porte-voix d'une conception du monde indissolublement liée à sa vision purement bourgeoise de la société dont le périmètre est depuis toujours circonscrit à celui de la nation. Si, en d'autres occasions, sur les plateaux de la télévision bourgeoise, par exemple, ou dans d'autres ouvrages déjà publiés, Besancenot évoque avec hypocrisie "l'internationalisme", c'est pour l'accommoder à la sauce nauséabonde d'une "fédération des peuples ou des nations" et de "l'Europe sociale". Le prétendu "internationalisme" de Besancenot et du NPA consiste d'ailleurs à toujours choisir, lors d'un conflit armé, un camp impérialiste contre l'autre et/ou la fraction d'une bourgeoisie nationale contre une autre, au nom de la "défense des peuples opprimés", ou de la "libération nationale", ou encore du "moindre mal".

Besancenot et le NPA proposent à ce titre une tactique qui se trouve à l'opposé de la démarche des révolutionnaires marxistes : "En fonctionnant du haut vers le bas, dans le sens inverse d'une démocratie réelle, notre représentation publique ne nous présente pas et assure la domination de la classe des puissants. Elle soustrait la "démocratie" du contrôle populaire en même temps qu'elle l'offre aux milieux financiers". Traduisez : notre système marche sur la tête, le NPA se propose de le remettre d'aplomb par un contrôle de l'État basé sur une "démocratie réelle" débarrassée des "abus" et des excès de la classe dominante.

Mais l'État démocratique n'est ni "neutre" ni "au-dessus des classes". Il est au contraire l'expression la plus achevée et la plus sournoise de la dictature du capital sur la société. L'État, qu'il soit démocratique ou dictatorial, reste un appareil marqué par sa nature de classe, une machine qui n'existe que pour l'exploitation d'une classe par une autre. Comme l'écrit Lénine dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* : "Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile. (...) Dans l'État bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité nominale proclamée par la démocratie des capitalistes et les milliers de restrictions et de subterfuges réels qui font des prolétaires des esclaves salariés." L'invocation permanente de la démocratie à toutes les sauces, de l'extrême droite à l'extrême gauche de la bourgeoisie, est l'arme la plus insidieuse pour maintenir le prolétariat dans l'exploitation en le détournant de ses propres armes politiques et de ses buts.

Lutte de masse ou luttes parcellaires ?

Dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat doit s'organiser de façon autonome et unitaire en forgeant ses

propres armes politiques, telles que les assemblées générales et les conseils ouvriers. Les luttes prolétariennes portent en elles un immense bouleversement social, culturel, intellectuel et humain. Mais contre cette perspective révolutionnaire, cette exigence d'unité internationale et de rupture avec tous les organes politiques et idéologiques de la bourgeoisie, Besancenot fait l'apologie des luttes parcellaires qui divisent le prolétariat et le réduisent à l'impuissance dans le seul cadre de l'ordre social existant : "la lutte pour la défense de l'égalité des droits contre un système qui perpétue des discriminations raciales, sexistes ou sexuelles, fait forcément partie du champ d'intervention de la classe des exploités et des opprimés, sauf à la rendre borgne, voire aveugle. (...) Notre combat a besoin d'intégrer la diversité; il ne fléchit pas avec elle, il se dévitalise au contraire lorsqu'il l'ignore. Accepter les déclinaisons diverses de la lutte, ce n'est pas accepter son éclatement, c'est tenter de l'unifier dans un même sens, contre un adversaire commun et vers une direction commune." La décadence du capitalisme, accentuée par sa phase ultime de décomposition, dégrade tous les types de rapports humains. Cependant, faire croire qu'il est possible de les changer en organisant des luttes spécifiques sur des problèmes parcellaires tels que le racisme, la condition féminine, la pollution, la sexualité et les autres aspects de la vie quotidienne est un mensonge. Si la lutte contre les rapports sociaux capitalistes contient en elle la lutte contre ces aspects spécifiques de la société capitaliste, la réciproque est fautive.

Pour conduire ces luttes parcellaires, Besancenot enfonce d'ailleurs le clou en plaçant toute sa confiance dans un mouvement syndical prétendument plus "démocratique, unitaire et radical". Mais ces véritables fossoyeurs professionnels de la lutte ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière, à la diviser en corporations, branches ou entreprises, en la livrant pieds et poings liés à la bourgeoisie au nom de la légalité juridique et des prétendus "droits acquis".

Dans la même logique, les organes autonomes et unitaires du prolétariat que sont les assemblées souveraines et ouvertes à tous, ne sont pas une seule fois mentionnés. Même lorsqu'il est fait référence au mouvement des Indignés en Espagne, Besancenot se garde bien d'évoquer les assemblées ouvrières en son sein. Pourtant, en 2011, ces lieux de débats et de décisions, malgré leurs nombreuses confusions et illusions, ont montré une nouvelle fois la capacité de la classe à s'auto-organiser aux dépens des syndicats et des "partis de gauche". Ces assemblées ont permis de dessiner une ébauche des luttes à venir en tentant d'affermir la confiance et en posant la question de l'extension internationale de la lutte et de la solidarité ouvrière.

Bien des aspects restent encore à dénoncer dans cet ouvrage dont la publication n'aura finalement eu qu'un seul objectif : pourrir le champ de réflexion du lecteur sous prétexte de vulgarisation du marxisme et miner le terrain de sa prise de conscience pour mieux le désarmer politiquement, étouffer ses velléités de rejet du capitalisme et l'enchaîner, l'enfermer derrière les barbelés idéologiques de la gauche de la bourgeoisie.

on" et "de la presse" : nue par le capital

et la vraie démocratie dans l'intérêt des travailleurs, des ouvriers et des paysans, il faut commencer par enlever au capital la faculté de louer les écrivains, d'acheter et de corrompre des journaux et des maisons d'édition, et pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploités, briser leur résistance. Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la "démocratie pure" sont en réalité une fois de plus des défenseurs du système vil et corrompu de la domination des riches sur l'instruction des masses ; ils

sont ceux qui trompent le peuple et le détournent avec de belles phrases mensongères, de cette nécessité historique d'affranchir la presse de son assujettissement au capital."

La théorie de la dictature du prolétariat

N.I. Boukharine
"Toutes les "libertés démocratiques" sont de caractère formel, purement déclaratif. Telle est, par exemple, «l'égalité démocratique de tous devant la loi». Cette "égalité" prend merveilleusement corps dans "l'égalité" formelle de l'ouvrier vendeur de sa force de travail, et de celui qui l'achète : le capitaliste. Égalité hypocrite, qui masque un asservisse-

ment de fait. En l'espèce, l'égalité est proclamée, mais au fond l'inégalité réelle, économique, fait de l'égalité formelle un fantôme. La liberté de la presse, etc., que la démocratie bourgeoise donne aux ouvriers ne vaut guère mieux. Elle est en l'occurrence proclamée, mais les ouvriers sont dans l'incapacité de l'exercer : le monopole de fait du papier, de l'imprimerie, des machines, etc., qu'exerce la classe des capitalistes, réduit pratiquement à néant la presse de la classe ouvrière. Cela rappelle les procédés de la censure américaine : souvent, "tout simplement", elle interdit à la poste de les distribuer. De cette façon, la "liberté de la presse" formelle revient à l'étrangler totalement."

Résolution sur la situation sociale en France

Nous publions ci-dessous la "Résolution sur la situation sociale en France", adoptée au XXI^e congrès de Révolution internationale. Ce document permet de revenir sur l'analyse du rapport de forces entre les classes, en particulier pour dégager une meilleure compréhension des causes profondes du relatif calme social qui existe depuis le mouvement contre la réforme des retraites de l'automne 2010.

1 L'analyse de la situation de la lutte de classe en France, du rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat ne peut être comprise que dans le contexte de la situation mondiale actuelle, même si, évidemment, le prolétariat de chaque pays est confronté à des spécificités économiques, politiques et idéologiques propres à ce pays. En ce sens, il est nécessaire d'analyser les grandes lignes de cette situation mondiale, notamment pour comprendre les difficultés que rencontre le prolétariat en France pour faire face et répondre aux attaques de plus en plus violentes que lui porte la classe dominante.

2 Dès septembre 1989, le CCI avait prévu que l'effondrement des régimes stalinien allait porter un coup très rude à la conscience du prolétariat mondial : "Avec le stalinisme, c'est le symbole et le fer de lance de la plus terrible contre-révolution de l'histoire qui disparaissent. Mais cela ne signifie pas que le développement de la conscience du prolétariat mondial en soit facilité pour autant, au contraire. Même dans sa mort, le stalinisme rend un dernier service à la domination capitaliste : en se décomposant, son cadavre continue encore à polluer l'atmosphère que respire le prolétariat. Pour les secteurs dominants de la bourgeoisie, l'effondrement ultime de l'idéologie stalinienne, les mouvements "démocratiques", "libéraux" et nationalistes qui bouleversent les pays de l'Est constituent une occasion en or pour déchaîner et intensifier encore leurs campagnes mystificatrices. L'identification systématiquement établie entre communisme et stalinisme, le mensonge mille fois répété, et encore plus martelé aujourd'hui qu'auparavant, suivant lequel la révolution prolétarienne ne peut conduire qu'à la faillite, vont trouver avec l'effondrement du stalinisme, et pendant toute une période, un impact accru dans les rangs de la classe ouvrière. C'est donc à un recul momentané de la conscience du prolétariat (...) qu'il faut s'attendre. Si les attaques incessantes et de plus en plus brutales que le capitalisme ne manquera pas d'asséner contre les ouvriers vont les contraindre à mener le combat, il n'en résultera pas, dans un premier temps, une plus grande capacité pour la classe à avancer dans sa prise de conscience. En particulier, l'idéologie réformiste pèsera très fortement sur les luttes de la période qui vient, favorisant grandement l'action des syndicats" (1).

Le quart de siècle qui vient de s'écouler a amplement confirmé cette prévision avec, en particulier, le maintien d'un poids très fort des illusions démocratiques et un renforcement de l'emprise des syndicats, alors que ces derniers tendaient à être de plus en plus contestés au cours des luttes ouvrières des années 1980. Ainsi, les grèves lancées par les syndicats dans le secteur des transports en France, en Belgique et en Allemagne en 1995 avaient clairement participé, comme nous l'avions souligné à l'époque, à un regain de l'influence de ces organismes de contrôle de la classe ouvrière. De plus, le recul de la conscience de classe au sein du prolétariat s'est doublé d'un recul très marqué de sa

combativité et de sa confiance en soi, de son identité de classe, phénomène qui a été aggravé par la disparition de larges secteurs industriels traditionnellement parmi les plus combatifs dans beaucoup de pays d'Europe occidentale (comme la sidérurgie, la métallurgie ou l'automobile). Enfin, les difficultés que rencontre la classe ouvrière, tant dans sa prise de conscience que dans sa confiance en elle-même, ont été aggravées par le poids croissant de la décomposition de la société capitaliste qui instille de façon de plus en plus délétère le poison du désespoir, du "no future", du "chacun pour soi" et de l'atomisation.

3 En 1989, nous avons établi que : "... le rythme de l'effondrement du capitalisme occidental (...) va constituer un facteur déterminant du moment où le prolétariat pourra reprendre sa marche vers la conscience révolutionnaire. En balayant les illusions sur le "redressement" de l'économie mondiale, en mettant à nu le mensonge qui présente le capitalisme "libéral" comme une solution à la faillite du prétendu "socialisme", en dévoilant la faillite historique de l'ensemble du mode de production capitaliste, et non seulement de ses avatars stalinien, l'intensification de la crise capitaliste poussera à terme le prolétariat à se tourner de nouveau vers la perspective d'une autre société, à inscrire de façon croissante ses combats dans cette perspective" (2).

Effectivement, depuis 1989, la bourgeoisie française, à l'image de ses consœurs européennes, a porté des attaques croissantes contre la classe ouvrière poussant cette dernière à résister et à soulever la chape de plomb qui pesait sur elle depuis la fin des années 1980. Un des moments de cette tendance du prolétariat à redresser la tête a été constitué par les mouvements sociaux qui ont eu lieu en 2003, notamment pour la défense des retraites en France et en Autriche. Ces mouvements ont été marqués par une reprise de la solidarité entre prolétaires, en particulier dans le secteur de l'automobile en Allemagne et même à New York, dans les transports. Ces luttes ouvrières n'étaient, bien évidemment, qu'un petit pas, encore très insuffisant, d'une dynamique vers le dépassement du profond recul subi par la classe ouvrière à partir de 1989. Le rythme lent du dépassement de ce recul de la lutte de classe (il s'est écoulé plus de 13 ans entre l'effondrement du bloc de l'Est et les grèves du printemps 2003) s'explique en bonne partie par le rythme encore lent du développement de la crise insurmontable de l'économie capitaliste, du fait de la capacité de la bourgeoisie, à freiner l'effondrement historique de son système économique. De plus, ces mouvements sociaux ont révélé l'extrême habileté de l'appareil politique et syndical de la classe bourgeoise, sa capacité à faire passer ses attaques et à démoraliser la classe ouvrière pour lui faire entendre que "ce n'est pas la rue qui gouverne" (comme l'avait dit le premier ministre Raffarin en 2003), à travers tout un arsenal de manœuvres sophistiquées, avec un partage du travail systématique et une étroite coopération entre le gouvernement qui cogne et les syndicats qui sabotent la riposte de la classe ouvrière.

Ainsi, les grèves du printemps

2003 dans le secteur public en France se sont heurtées à une stratégie de la classe dominante qui avait fait ses preuves en 1995 : à côté d'une attaque générale contre toute la classe ouvrière, la bourgeoisie avait porté une attaque plus spécifique contre un secteur particulier qui était destiné, de ce fait, à constituer une sorte "d'avant-garde" du mouvement :

- en 1995, le plan Juppé attaquant la Sécurité sociale pour l'ensemble des salariés était doublé d'une attaque spécifique contre les régimes de retraite des travailleurs des transports ferroviaires ;
- en 2003, l'attaque contre les retraites de l'ensemble de la Fonction publique a été accompagnée d'une attaque spécifique visant les travailleurs de l'Éducation nationale.

Dans le premier cas, après plusieurs semaines de blocage complet des transports et une succession de manifestations massives, le gouvernement avait retiré sa mesure visant les régimes spéciaux des cheminots et des travailleurs de la RATP. Avec la reprise du travail dans ces secteurs, suite à ce retrait qui a été présenté comme une "victoire" par les syndicats, un coup fatal a été porté à la dynamique du mouvement, ce qui a permis au gouvernement Juppé de faire passer l'attaque générale contre la Sécurité sociale.

Dans le second cas, les travailleurs de l'Éducation nationale qui étaient entrés massivement en grève et constituaient la "référence" de la fonction publique, ont été conduits à poursuivre pendant des semaines un mouvement qui s'était épuisé dans les autres secteurs, et cela sous les "encouragements" des syndicats les plus "radicaux", ce qui a provoqué un sentiment profond d'amertume et de découragement avec un message pour tous les travailleurs : non seulement "ce n'est pas la rue qui gouverne" mais aussi "ça ne sert à rien de lutter".

4 Ce sentiment d'impuissance a pu, cependant, être surmonté 3 ans plus tard, au printemps 2006, par la mobilisation massive des jeunes générations de la classe ouvrière contre le Contrat première embauche (CPE) du gouvernement Villepin. Une mobilisation qui, cette fois-ci n'avait pas été prévue et planifiée par le gouvernement et les syndicats. Ces derniers ont fait le "service minimum" contre une mesure qui visait à accentuer encore plus la précarité des jeunes prolétaires (et que d'ailleurs le patronat estimait superflue). C'est la jeunesse scolarisée dans les universités et les lycées qui a engagé le combat, c'est-à-dire les masses immenses de futurs chômeurs et travailleurs précaires. Comme nous l'avions mis en évidence, ce mouvement contre le CPE fut un mouvement exemplaire. Il a su faire face (grâce notamment à ses assemblées générales quotidiennes ouvertes à toute la classe ouvrière, aux manifestations de rue massives et à l'incapacité des syndicats à les contrôler), aux différents pièges tendus par la bourgeoisie. Ce mouvement exemplaire risquait d'entraîner les secteurs de la classe ouvrière en activité, en particulier les ouvriers de l'industrie. C'est pour cette raison que, sur les conseils de Laurence Parisot (la patronne des patrons), le gouvernement a fini par retirer le CPE. Ce recul du gouvernement Villepin a apporté un démenti à la déclaration de Raffarin en 2003 puisque, cette fois-ci, c'est la rue qui a eu le dernier mot. En plus de l'importance des assemblées générales massives et souveraines, ce mouvement contre le CPE avait mis en avant un autre élément essentiel du combat prolétarien : la solidarité entre les secteurs et entre

les générations de la classe exploitée. La bourgeoisie française devait donc impérativement effacer les leçons de ce mouvement à l'occasion des nouvelles attaques rendues nécessaires par l'aggravation de la crise économique.

5 Cet "effacement" du "mauvais exemple" donné par le mouvement contre le CPE a comporté deux étapes décisives, accompagnant des attaques contre les retraites :

- les grèves de l'automne 2007 contre la suppression des régimes spéciaux ;
- le mouvement de l'automne 2010 contre le report de l'âge de la retraite.

Dans le premier cas, les syndicats ont joué à fond la carte de la division au sein de l'intersyndicale, division qui avait déjà été employée (en particulier en 1995 où la CFDT avait appuyé le "plan Juppé" contre la Sécurité sociale). Cette fois-ci, on a assisté à une destruction en règle du mouvement : dans un premier temps, le gouvernement, tout en maintenant l'ensemble de l'attaque, a donné satisfaction au syndicat corporatiste des conducteurs de train qui ont voté majoritairement pour la reprise du travail. Ensuite, c'est la CFDT qui a appelé à la reprise du travail, puis la CGT (ce qui a valu à Bernard Thibault, ancien cheminot, d'être traité de "traître" par les adhérents de base de la CGT). Quant à FO et SUD, leur rôle a consisté à appeler à la "poursuite de la lutte" afin d'écarter les travailleurs les plus combatifs. Cette défaite a constitué une claque pour des millions de travailleurs puisque le mouvement bénéficiait de la sympathie de l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière (notamment du fait que les cheminots réclamaient non seulement le maintien des 37 ans et demi pour eux-mêmes mais aussi le rétablissement de ces 37 ans et demi pour tous les secteurs). Mais la bourgeoisie a dû payer un prix pour obtenir cette victoire et faire passer cette attaque : celui d'une forte méfiance des travailleurs envers les syndicats jugés responsables de la défaite à cause de leur division et de leurs "querelles" dans les assemblées de l'intersyndicale.

La deuxième étape, la plus décisive, de "l'effacement" des leçons du CPE a été la décision du gouvernement Sarkozy de s'attaquer à un des "acquis" les plus significatifs des années de l'Union de la Gauche sous Mitterrand : la retraite à 60 ans. Pour la bourgeoisie française, il fallait "déverrouiller" cette échance symbolique et commencer à rattraper le retard qu'elle avait pris sur les autres bourgeoisies européennes dans les attaques contre la classe ouvrière (du fait notamment de la crainte d'un retour à une situation sociale semblable à celle de Mai 68). De plus, la bourgeoisie française devait également alléger les déficits de l'État qui, comme partout ailleurs, s'étaient aggravés considérablement avec les mesures adoptées pour prévenir l'effondrement du système financier en 2008 et affronter la très forte récession qui a déferlé à partir de cette date. Il y avait donc pour la bourgeoisie française un double enjeu, économique et politique. La tactique employée par la classe dominante pour faire passer la mesure économique a été différente de celle utilisée lors des attaques précédentes. Il ne fallait surtout pas que les travailleurs sortent de l'affrontement avec une méfiance accrue envers les syndicats. C'est pour cela que ces derniers, y compris le syndicat des cadres, la CGC, ont joué jusqu'au bout la carte de l'"unité syndicale" en mettant en avant le slogan "Tous ensemble, tous ensemble!". En même temps, au cours des journées

d'action successives auxquelles ils ont appelé à l'automne 2010, ils ont polarisé l'attention sur un thème essentiel : la participation de plusieurs millions de travailleurs dans les manifestations de rue. Au final, la bourgeoisie n'a pas reculé, elle a fait passer intégralement son attaque économique (moyennant quelques aménagements pour les ouvriers ayant effectué un travail pénible) en même temps que son attaque politique et idéologique avec deux messages essentiels :

- "ce n'est pas la rue qui gouverne";
- lutter ne sert à rien, même quand les travailleurs sont des millions à manifester et même quand les syndicats sont unis.

Ainsi, les syndicats, cette fois-ci, ont réussi à épuiser la combativité de la classe ouvrière sans y laisser de plumes. De plus, puisque "lutter ensemble tous ensemble" ne sert à rien, c'est l'exigence de la solidarité qui a été atteinte.

C'est donc une défaite cuisante sur tous les plans qu'a subie la classe ouvrière en France à la fin 2010. L'épuisement de la combativité et la démoralisation de la classe ouvrière, suite à cette défaite, explique en partie le calme social depuis quatre ans et la très faible implication, en France, des jeunes générations dans le mouvement des Indignés qui s'est développé quelques mois plus tard dans toute l'Espagne et s'est propagé au niveau international.

Bien évidemment, dans cette offensive contre la classe ouvrière en France, la bourgeoisie de ce pays a pu bénéficier du plein soutien de ses consœurs européennes et en particulier de la bourgeoisie allemande, du fait de l'expérience historique de lutte du prolétariat en France (3).

6 Comme nous l'avons souvent signalé, le mouvement des Indignés a constitué la principale réaction prolétarienne aux soubresauts qui ont frappé l'économie capitaliste mondiale à partir de 2008. Cette réaction n'a pas pris la forme "classique" des grèves ouvrières ou même des manifestations de rue, à l'exception des pays européens les plus violemment touchés par la crise économique comme la Grèce ou le Portugal. Cette brutale aggravation de la crise capitaliste a eu pour conséquence une montée en flèche du chômage qui continue d'agir comme un facteur de paralysie de la grève : à quoi peut servir l'arrêt du travail quand l'entreprise ferme ses portes? Par ailleurs, les campagnes idéologiques qui ont accompagné la crise des "subprimes" ont constitué un autre facteur de confusion des exploités et de leur sentiment d'impuissance. En fait, le vent de panique largement propagé par les médias sur la crise financière au cours des années 2008-2009, et qui a été clairement alimenté par les discours des "experts" et des autorités, a eu pour conséquence, quand ce n'était pas carrément son objectif, de provoquer un sentiment de sidération dans les masses ouvrières. Le message essentiel était le suivant : "Il faut se serrer la ceinture, accepter des sacrifices, car il n'y a pas d'autre issue pour pouvoir s'en sortir". Enfin, un des messages essentiels était que la grande responsable de la crise était "la finance internationale", et non le système capitaliste lui-même. Le Président Hollande n'avait-il pas dit, peu avant son élection, "Mon véritable adversaire [...] c'est le monde de la finance" (4). Le mouvement des Indignés, avec souvent beaucoup d'illusions démocratiques et de confusions

3) Journées de Juin 1848, Commune de Paris de 1871 et Mai 68.

4) Discours du Bourget, 22 janvier 2012.

1) "Thèses sur la crise économique et politique en URSS et dans les pays de l'Est", Revue Internationale n° 60.

2) Idem.

Les anarchistes et la guerre impérialiste

et fait de la propagande mondiale pour la soi-disant “révolution Rojava”, affirmant que la population locale s’organise en communes indépendantes dans sa lutte contre le gouvernement syrien et surtout contre les djihadistes brutaux de l’État islamique. Le DAF offre de participer aux combats autour de la ville assiégée de Kobané, à la frontière turque. En réalité, ces communes sont étroitement contrôlées par le PKK, parti nationaliste kurde qui a opéré un revirement ces dernières années, du maoïsme vers le “municipalisme libertaire” de Murray Bookchin. Et, dans son conflit avec l’EI (État islamique), le PKK a agi plus ou moins ouvertement comme une force terrestre de la coalition “occidentale” dirigée par les États-Unis.

Des éléments anarchistes à l’ouest ont été également entraînés dans la campagne de “solidarité avec Kobané”, qui est dans les faits une campagne de solidarité avec le PKK. Le célèbre anarchiste David Graeber a publié un article dans *The Guardian* : “Pourquoi le monde ignore-t-il les révolutionnaires kurdes en Syrie?”³⁾, qui décrit l’expérience du PKK en “démocratie directe” comme une “révolution sociale”. Il la compare aux collectifs anarchistes en Espagne en 1936 et en appelle à “la gauche internationale” pour éviter la répétition d’une même tragédie défective. Une perspective similaire est proposée par un internaute qui signe “Ocelot” sur Libcom, bien que ses arguments en faveur de l’antifascisme et des “Kurdes révolutionnaires” offrent une version plus sophistiquée de la même marchandise, dans la mesure où il est bien conscient de ce qu’il appelle la position “bordiguiste” sur le fascisme,

3) Une réponse par la TCI peut être trouvée ici : <http://www.leftcom.org/en/arhttp://www.theguardian.com/commentisfree/2014/oct/08/why-world-ignoring-revolutionary-kurds-syria-isticles/2014-10-30/in-rojava-people%E2%80%99s-war-is-not-class-war>

à laquelle il est farouchement opposé. Mais, peut-être plus importante est la réponse que donnent les organisations anarchistes qui ont pignon sur rue. En France, par exemple, la CNT-AIT⁴⁾ participe aux manifestations de “solidarité avec Kobané” derrière une banderole qui dit : “Des armes pour la résistance kurde, Rojava c’est l’espoir, Anarchistes solidaires” (voir photo). On peut voir aussi les drapeaux de la Fédération anarchiste derrière la même banderole, tandis que l’Internationale des Fédérations anarchistes, à laquelle la Fédération anarchiste française et la Fédération anarchiste du Royaume-Uni sont toutes deux affiliées, et pour qui des organisations comme le DAF et le KAF sont proches de leurs positions, publie la plupart des articles du DAF sur la situation en Rojava sans faire de commentaire critique.

Il y a bien sûr des éléments au sein de l’anarchisme qui ont été très cohérents dans leur rejet du soutien au nationalisme. Nous avons déjà publié la déclaration internationale de la section russe de l’IWA (International Workers’ Association), le KRAS, contre la guerre entre la Russie et l’Ukraine, et nous avons cité un membre du KRAS, qui signe ses contributions “Foristarus”, ayant mis en ligne sur le site Libcom des critiques très dures sur les positions de l’AWU (Autonomous Workers’ Union). Dans l’une des principales contributions sur la situation au Moyen-Orient, certains camarades ont dénoncé avec force la ligne pro-PKK, notamment un membre de la branche britannique de l’IWA (Fédération solidarité), qui signe “AES”. Le collectif qui gère le site de Libcom a présenté deux articles sur le PKK écrits dans la ligne de la Gauche communiste : l’avertissement du CCI contre la nouvelle image anarchiste que se donne

4) L’AIT est l’Association internationale des travailleurs.



Derrière le soutien à la résistance kurde, le piège du nationalisme

le PKK et l’article “Le bain de sang en Syrie : guerre de classe ou guerre ethnique”, écrit par Devrim et publié dans un premier temps sur le site de la Tendence communiste internationaliste (bordiguiste). Dans les commentaires qui suivent ce dernier article, il y a des réponses furieuses et calomniatrices d’internautes qui semblent être des membres ou des sympathisants du DAF turc.

À l’heure où nous écrivons, la FA du Royaume-Uni (AF) a publié un article qui ne se fait pas d’illusions sur la nature gauchiste, nationaliste du PKK et montre que le virage vers le “bookchinisme” et la “démocratie confédérale” a été lancé d’en haut par son grand dirigeant Ocalan, qui a également tenté de se rapprocher du régime d’Assad, de l’État turc et de l’islam. L’AF a le courage d’admettre que la position qu’elle adopte ne sera pas populaire étant donné le grand nombre d’anarchistes engagés dans le soutien à la “révolution de ‘Rojava’”. Mais, là encore, nous voyons une incohérence totale dans la même

tendance “internationale”. La déclaration de l’AF ne contient aucune sorte de critique du DAF ou de l’IAF et dans la liste des “actions concrètes” proposées à la fin de la déclaration, se trouve l’appel à “fournir une aide humanitaire à Rojava, via l’IAF”, qui est en contact direct avec le DAF. Cela semble être une concession à la pression du “nous devons faire quelque chose tout de suite”, qui est très forte dans le milieu anarchiste, même si l’aide (militaire ou humanitaire), organisée par un petit groupe en Turquie serait totalement inefficace à moins d’intégrer les activités d’organisations plus vastes, telle le PKK. Voilà ce que propose en réalité le DAF, dans la mesure où il a enrôlé des volontaires pour combattre avec les “unités de protection du peuple” (YPG). La FA écrit également que son but est d’“encourager” et soutenir toute action des ouvriers et paysans de la région de Rojava. Argumenter contre toute agitation nationaliste et pour l’unité des ouvriers et paysans kurdes, arabes, musulmans, chrétiens et yésidites. Toutes ces initiatives indépendantes doivent leur permettre de se libérer de la tutelle du PKK/PYD et aussi de l’aide des alliés occidentaux, de leurs clients, comme l’Armée syrienne libre, le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et de l’État turc.” Encore faudrait-il aussi argumenter contre les positions pro-PKK du DAF lui-même.

Il est certainement important que les analyses les plus consistantes sur la situation dans le Rojava viennent de la tradition de la Gauche Communiste. Ce qui caractérise la réponse plus générale des anarchistes est leur manque total de cohérence. Quand on étudie les sites Web de l’IWA, de la CNT-AIT ou de la Fédération Solidarité, ils restent sur un terrain économique, leurs écrits sont presque exclusivement composés d’articles traitant de luttes ouvrières particulières et locales, dans lesquelles ils ont été

impliqués⁵⁾. Les grands événements économiques politiques et sociaux dans le monde sont à peine évoqués, et il n’y pas de signe de l’existence d’un débat sur une question fondamentale comme l’internationalisme et la guerre impérialiste, même s’il y a des différences profondes dans ce courant, allant de l’internationalisme au nationalisme. Cette absence de débat, cet évitement de la confrontation des positions – que nous pouvons également observer dans l’IAF – est beaucoup plus dangereuse que la crise qui a frappé le mouvement anarchiste en 1914 et en 1936, quand il était encore réactif à la trahison des principes au sein du prolétariat.

L’anarchisme reste une famille qui peut facilement accueillir des positions bourgeoises et prolétariennes et, en ce sens, elle reflète encore l’imprécision, les hésitations des couches sociales prises entre les deux grandes classes historiques de la société. Cette atmosphère est un véritable obstacle à la clarification, empêchant même les plus clairs des individus ou des groupes plus solidement internationalistes d’aller aux racines de ce dernier exemple de la collaboration de l’anarchisme avec la bourgeoisie. Mener leurs positions à leurs conclusions exigerait un réexamen approfondi des crises passées dans le milieu anarchiste, surtout celle de 1936, où, comme nous le démontrons dans nos récents articles parus dans la *Revue internationale*, les fissures fatales de l’anarchisme sont apparues sans fard. En dernière analyse, l’anarchisme a besoin de se critiquer lui-même, et d’assimiler réellement la méthode marxiste.

Amos, traduit le 21/12/14

5) L’image de la bannière CNT-AIT présentée est typique de la démarche de cette dernière. Chaque fois que possible, les images veulent montrer le rôle crucial joué dans la lutte par ses militants – une approche conforme à leur notion d’organisation de la classe en syndicats révolutionnaires.

Résolution sur la situation en France

sur “la Finance responsable de tous les maux” portait avec lui un rejet radical du capitalisme en faillite et affichait clairement la nécessité de la remplacer par une autre société (c’est pour cela que ce mouvement a été la proie des réformistes “altermondialistes” d’ATTAC avec leur slogan mystificateur : “un autre monde est possible”). Il exprimait le fait qu’il n’y a pas un trait d’égalité entre la conscience de classe et l’identité de classe du prolétariat. Les Indignés, dans leur revendication d’une autre société, n’avaient pas conscience que cette revendication appartenait exclusivement à la seule classe capable de construire cette autre société, le prolétariat. La majorité d’entre eux n’avait même pas le sentiment d’appartenir à la classe ouvrière. Pourtant, ce mouvement a constitué une étape importante sur le chemin de la prise de conscience du prolétariat mondial, une étape qui a laissé des traces dans le cerveau de millions de jeunes travailleurs. Et c’est justement cette étape que le prolétariat en France n’a pu franchir suite à la défaite que lui ont infligé la bourgeoisie et ses syndicats à l’issue des journées d’actions et des manifestations organisées par les syndicats de l’automne 2010.

7 À l’heure actuelle, les attaques que subit la classe ouvrière en France et qui sont assénées par un gouvernement de gauche rencontrent une

résistance pratiquement nulle malgré le très fort mécontentement social. C’est d’ailleurs le cas dans pratiquement tous les pays. Pour le moment, la bourgeoisie réussit à conserver un certain contrôle à la fois sur son appareil économique et sur la situation sociale grâce à la reprise en main des syndicats qui parviennent encore à enfermer les ouvriers dans des simulacres de lutte, insignifiantes et hyper corporatistes (et même très impopulaires pour monter les prolétaires les uns contre les autres, comme la grève de la SNCF de juin dernier pour la défense du statut des cheminots). Il faudra une dégradation encore plus importante des conditions générales d’existence et d’exploitation de la classe ouvrière pour que celle-ci puisse surmonter sa paralysie. Avec l’aggravation de la crise économique, ces attaques sont inévitables tout comme sont inévitables les réactions du prolétariat. Celui-ci doit affronter des obstacles considérables, à la hauteur des enjeux historiques qui se présentent devant la société. Elle doit faire face à une bourgeoisie très expérimentée pour affronter la lutte de classe, à des illusions démocratiques tenaces au sein du prolétariat, même si les institutions officielles de la démocratie bourgeoise sont particulièrement déconsidérées comme le montrent, entre autres, la progression des taux d’abstention aux élections, la côte de popularité nulle du président Hollande et le

succès du Front national aux dernières élections européennes.

Ce succès du FN est une des manifestations de la décomposition, du pourrissement sur pied de la société capitaliste qui constitue une difficulté supplémentaire que le prolétariat doit affronter sur le chemin de son émancipation. L’avenir n’est pas écrit; malgré les énormes difficultés que rencontre la classe ouvrière, en France comme partout, elle n’a pas subi de défaite décisive comme celle qu’elle a connue après la vague révolutionnaire des années 1917-23. Même si elle est pour le moment paralysée, elle n’est pas embriagée derrière des drapeaux bourgeois comme elle l’était dans les années 1930, les drapeaux nationaux ou de l’antifascisme. De plus, et fondamentalement, tant le mouvement contre le CPE que celui des Indignés a révélé un processus de réflexion en profondeur et de maturation de la conscience de classe, parmi les jeunes générations de la classe ouvrière, sur la faillite du capitalisme qui ne peut leur offrir comme perspective que le chômage, la destruction de l’environnement, la guerre et la barbarie sous toutes ses formes. Cette réflexion porte évidemment avec elle la recherche d’une autre perspective pour la société ouvrant la voie pour le surgissement, à terme, d’une prise de conscience révolutionnaire, même si le chemin en est encore long.

RI

A lire sur notre site Internet :
fr.internationalism.org

– 1905 –
Quand la révolution éclatait en Russie..

A l’occasion de son centenaire, nous avons publié dans notre presse une série d’articles sur la Révolution de 1905 en Russie. Nous notions que “ce mouvement est aujourd’hui quasiment tombé dans l’oubli”. Ceci reste tout à fait vrai. Si nous republions ces textes aujourd’hui sur notre site web, c’est donc en premier lieu pour exhumer cette mémoire vivante. Ceci

doit permettre de réaffirmer la force historique et la créativité du prolétariat dans un contexte où le manque de perspective pour la grande masse des ouvriers tend à réduire la pensée aux contingences immédiates. Il s’agit donc pour nous de mettre à nouveau en exergue ces leçons essentielles qui restent plus que jamais vitales pour le futur du prolétariat...

Le nationalisme à outrance de Syriza

ternationale. En Grèce, le chômage a officiellement atteint le taux intolérable de 27 % et les emplois publics, généralement à vie, ont été réduits de 900 000 à 656 000; un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté, quelque 400 000 personnes ont abandonné les villes en migrant vers les campagnes dans des conditions précaires à la recherche désespérée d'une agriculture de subsistance. Le salaire minimum en Grèce a diminué de 200 € au cours des cinq dernières années, les pensions de retraite diminuent de 5 % par an... Mais tout cela est l'expression caricaturale d'une situation qui se développe à différents degrés dans tous les pays, mais semble n'être qu'un phénomène strictement limité à la Grèce et causé par des problèmes grecs. La bourgeoisie utilise cela pour créer un épais rideau de fumée rendant difficile la compréhension des tendances générales dominantes dans le capitalisme mondial.

L'ultra-nationalisme de Syriza

Syriza est un produit de l'évolution de l'appareil politique de l'État grec et, à son tour, des tendances générales qui apparaissent dans les pays centraux du capitalisme. Tel que le marxisme l'a expliqué maintes fois, l'État est un organe exclusif du capital et un moyen d'exclusion; il est toujours, sous les formes les plus démocratiques qui soient, l'expression de la dictature de la classe dominante sur toute la société et plus particulièrement sur le prolétariat. Dans la décadence du capitalisme, l'État devient totalitaire et cela s'exprime par une tendance vers le parti unique. Mais dans les pays les plus démocratiques et dotés d'un jeu électoral sophistiqué, cette tendance s'exprime par ce qu'on appelle le "bipartisme". Deux partis, l'un plus incliné vers la droite, l'autre plus penché vers la gauche, échangent régulièrement leur rôle dans l'exercice du pouvoir. Ce schéma a fonctionné à la perfection depuis la Deuxième Guerre mondiale en Europe, en Amérique du Nord, etc.

Cependant, avec l'accélération sans répit de la crise et le poids de la décomposition, ce schéma a souffert d'une usure considérable. D'un côté, les partis "partenaires-rivaux" sont de plus en plus contraints d'assumer la gestion de la crise, ce qui les a irrémédiablement discrédités : chaque fois qu'ils occupent le gouvernement, ils adoptent des mesures d'austérité qui démentent les promesses faites quelques mois plus tôt lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Dans l'opposition, ils disent ce qu'ils ne feront jamais et quand ils sont au gouvernement, ils font ce qu'ils n'avaient jamais dit.

Par ailleurs, la décomposition du système capitaliste a entraîné dans les rangs des deux "grands partis" une dislocation croissante et une irresponsabilité de plus en plus manifeste dont l'expression la plus spectaculaire est une corruption qui bat tous les records et qui, pour chaque cas, est systématiquement dépassée en cupidité, cynisme et incécence. Les deux grands partis grecs traditionnels (la Nouvelle démocratie à droite et le PASOK à gauche) en sont une illustration particulièrement caricaturale. Non seulement (et c'est une marque de l'archaïsme du capital grec), ils sont dirigés par deux dynasties qui se succèdent à leur tête depuis plus de 70 ans, la famille Karamanlis pour la droite et le clan Papandreou pour la gauche, mais, avec un culot stupéfiant, les politiciens des deux partis s'en sont mis personnellement plein les poches en se partageant les fonds venant de l'Union européenne.

D'où vient donc Syriza? Il s'agit d'une coalition, devenue parti en 2012⁽⁵⁾, qui a récupéré des factions venant du stalinisme et de la social-démocratie, ingrédients auxquels elle a ajouté, pour se donner une saveur plus piquante, des groupes trotskistes, maoïstes et écologistes. Le noyau fondateur vient d'une scission importante du parti stalinien KKE, lequel, face à l'effondrement de l'URSS en 1989, déguisa les formules du "socialisme réel" sous un emballage "démocratique" plus adapté à l'habillement libéral du capitalisme d'État. Tsipras lui-même a fait carrière au sein de cette clique de rats qui ont abandonné le navire en perdition du stalinisme.

Syriza ressemble comme deux gouttes d'eau aux autres tentatives de renouvellement du schéma politique bipartite qui ont émergé dans d'autres pays comme l'Italie, par exemple, où le vieux modèle (basé sur la démocratie-chrétienne, laquelle, avec des soutiens sociaux-démocrates, fit pratiquement office de parti unique pendant 40 ans) fut remplacé par un autre avec, à droite, l'imprésentable Berlusconi et, côté gauche, la chaotique coalition dont la colonne vertébrale est l'ancien parti communiste reconverti en "parti démocratique".

Il est d'ailleurs tout à fait significatif que Syriza ait trouvé comme associé à son gouvernement, Anel, un parti d'extrême-droite. L'alliance avec ce parti ultra-nationaliste n'a rien de contre-nature⁽⁶⁾. Le nouveau ministre de la Défense, leader de ce parti, n'a pas stoppé l'ambitieux plan d'acquisition d'armements et de renforcement de l'armée mis en place par le gouvernement précédent et qui ne fait qu'aggraver l'austérité avec plus de force que les coupes programmées par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale, Fonds monétaire international). Cette attitude répond à la volonté des nouveaux gouvernants de jouer un rôle dans les trois régions du monde très sensibles dans l'affrontement impérialiste où la Grèce a une position stratégique : les Balkans, jamais vraiment pacifiés, l'Est européen avec la guerre en Ukraine et le Moyen-Orient en pleine effervescence guerrière. Le ministre a débuté son mandat par un voyage provocateur dans une île dont la propriété est disputée entre la Grèce et son voisin et rival turc.

Le partenaire de Syriza défend face aux immigrants une politique qui ressemble à s'y méprendre à celle du parti néo-nazi Aube dorée. Cette politique xénophobe et de chasse aux immigrants, présentés comme des intrus qui volent le travail des Grecs et leurs prestations sociales, poursuit deux objectifs.

D'un côté, il s'agit de faire tomber les travailleurs et, en général, les couches dites "populaires" dans cette idéologie dégradante qui consiste à chercher un bouc-émissaire personifié dans les Noirs, les Arabes, les Slaves et tous ceux qui ont le malheur de ne pas être des Hellènes de souche. Mais, en plus, cela obéit à un calcul politique et économique : faire

5) Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne se présentent comme les héritiers d'une "nouvelle politique" qui serait honnête, au service des "citoyens" et éloignée des manœuvres et de la politiciannerie de bas étage auxquelles nous a habitués le schéma bipartite. La preuve que ces si "bonnes intentions" ne sont que tromperies est donnée par Syriza qui s'est enregistrée en tant que parti politique en 2012 pour bénéficier de la prime de 50 députés que la législation grecque octroie au parti arrivé en tête aux élections, un gain qu'on n'octroie pas à une coalition. Voilà un signe éloquent de la moralité de ces Messieurs de Syriza.

6) Depuis 2012, Syriza et Anel, à l'époque où tous les deux étaient dans l'opposition, ont largement collaboré en rejetant, au nom de "l'intérêt de la Grèce" les mesures de la Troïka.

payer au prix le plus fort le rôle de gendarme que l'Union européenne a assigné aux pays (Grèce, Italie et Espagne) qui constituent la porte d'entrée de ces masses désespérées qui fuient la plus extrême des misères et les guerres interminables. Dans la lutte de gangsters qui se joue dans cet entre de voleurs qu'est l'U.E., le nouveau gouvernement grec sait parfaitement que la dureté de la politique envers les immigrés est un atout-maître pour toute négociation.

La défense de la nation est le patrimoine commun de tous les partis du capital quelle que soit la couleur politique qu'ils adoptent. Un des arguments le plus sinistres que partagent Syriza et Anel avec Aube Dorée est celui d'une "Grèce pour les Grecs", la prétention fanatique de s'enfermer dans une supposée "communauté nationale" où l'on pourrait vivre décemment. C'est une utopie réactionnaire, mais c'est surtout une attaque frontale contre la conscience et la solidarité des ouvriers dont la plus grande force est justement celle de constituer une communauté où fusionnent et s'unifient des êtres de toutes races, religions ou nationalités.

Le nationalisme et la défense des intérêts du capital grec est le vrai programme de Syriza. Le programme de réformes structurelles est un simple effet d'annonce "pour la galerie" dont l'écriture est devenue de plus en plus floue et dont le contenu s'est amenuisé au fur et à mesure que Syriza se rapprochait du gouvernement. S'y retrouvent bien entendu les vieilles litanies usées typiques de la gauche du capital : des banques renationalisées, une remise en cause de quelques privatisations, un plan d'emploi garanti, quelques mesures d'urgence pour pallier à certaines situations de pauvreté extrême... et quelques bricoles supplémentaires du même acabit.

Ces mesures ont été utilisées des milliers de fois dans l'histoire du ca-

pitalisme et elles n'ont jamais contribué à améliorer les conditions de vie des travailleurs. Le capitalisme, même dans ses fractions les plus droitières, "socialise les banques" chaque fois qu'il y a danger. De Gaulle, Hitler, Franco et d'autres champions de la droite la plus extrême, ont créé des banques publiques. Bush, ancien président des États-Unis, lors de la crise de 2007-2008, prit des mesures pour que l'État saisisse des banques au point que feu le président vénézuélien Chavez finit par l'appeler : "camarade" et le compara, dans son délire, à Lénine.

En ce qui concerne la promesse d'un "plan d'emploi garanti" dont le montant s'est rétréci au fur et à mesure que Syriza avançait vers le pouvoir (de 300 000 nouveaux emplois on est passé à une promesse de seulement 15 000), nous pouvons mesurer le sérieux de la promesse du nouveau gouvernement au trébuchet de sa politique vis-à-vis des fonctionnaires : le programme d'évaluation établi par le gouvernement précédent qui envisageait des pertes de salaire, des rétrogradations à un poste inférieur et même la mise en place d'une "réserve de main d'œuvre", ce qui n'est ni plus ni moins qu'un licenciement dissimulé et une mise au chômage, n'a pas été abrogé. Au contraire, le programme "s'appliquera de manière plus juste", selon les mots du nouveau ministre, lequel, par ailleurs, a annoncé que les salaires dans le secteur public resteront gelés.

En ce qui concerne le paiement de la gigantesque dette grecque, Syriza a joué à l'accordéon. Pour capter l'attention des électeurs, ce parti a commencé par développer des propositions ultra-radicales. Mais pendant la campagne électorale, elle a progressivement modéré son discours, spécialement lorsque son triomphe s'est avéré plausible. Maintenant, installée au gouvernement, elle met encore plus d'eau dans son vin au point que

le vin devient totalement incolore. Syriza est passée du rejet du paiement de la dette à un rééchelonnement de la dette, après une remise partielle et, finalement, elle propose un échange de la dette par des bons perpétuels et d'autres instruments d'"ingénierie financière" qui ressemblent au plan Brady qui, pendant les années 1980, fut mis en place par le gouvernement américain face à la dette de l'Argentine, un plan bien connu pour les graves attaques qu'il a entraînées contre les conditions de vie des travailleurs de ce pays.

Le prolétariat souffre dans la situation actuelle d'une perte d'identité en tant que classe, d'un fort manque de confiance en soi. A cette situation de profonde faiblesse qui ne pourra pas être simplement dépassée avec l'expérience d'une vague de luttes, répond, dans l'appareil politique du capital, l'émergence d'une série de "populismes de gauche" qui viennent compléter le travail des "populismes de droite". Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, le Front de gauche en France, etc., profitent des difficultés de notre classe pour mettre systématiquement en avant le "peuple" et la "citoyenneté", pour défendre sans complexe la nation définie comme "communauté de tous ceux qui sont nés sur le même territoire"...

Avec une telle propagande, ces gens-là ne profitent pas seulement, comme de vulgaires charognards, des difficultés du prolétariat, mais, en plus, ils jettent du sel sur les plaies en renforçant des barrières idéologiques qui rendent encore plus difficile la récupération de notre identité de classe et la confiance en nous-mêmes. Dénoncer les mensonges de ces nouveaux appareils anti-prolétariens en approfondissant les véritables positions de notre classe, voilà une des tâches que nous nous proposons de mener.

G., 15 février 2015.

À lire sur le site internet du CCI

Ukraine, une escalade guerrière typique de la période de décomposition

"(...) Au début de la Première Guerre mondiale, bien que de rares mouvements anti-guerre existaient déjà, il fallut plusieurs années de destructions et de carnages, jusqu'en 1917, pour qu'un changement qualitatif se produise dans la classe ouvrière, un changement qui a contraint la classe dominante à stopper la guerre. Les conditions sont très différentes aujourd'hui en Ukraine, en cela que la guerre n'entraîne pas de mobilisation de masse et que le rôle des grandes puissances est plus indirect et masqué. Le danger d'un enlèvement dans une sorte de banalisation quotidienne des affrontements existe, une guerre qui gronde et qui s'enlise, typique des zones les plus caricaturalement touchées par la décomposition.

Cette situation est tout aussi dangereuse pour la classe ouvrière. Dans cette zone stratégique-clé entre l'Europe et l'Asie, avec la participation directe des forces russes et de l'OTAN, même si ces derniers ne sont pas réellement unies, l'enfoncement dans la décomposition s'illustre parfaitement. Cela va probablement démoraliser la classe ouvrière des pays centraux, tout comme la répression du "Printemps arabe", avec la complicité notoire des grandes puissances, fut un facteur de démoralisation et ouvrit un boulevard à la "gauche" nationaliste (voir les exemples de la Grèce et de l'Espagne). Ce facteur de démoralisation pourrait faciliter l'ouverture d'une guerre plus large. (...)

Mais nous devons aussi garder à l'esprit qu'un très petit nombre de véritables révolutionnaires, internationalistes, a su défendre la cause de la classe ouvrière avant et pendant la Première Guerre mondiale, au moment où un grand nombre d'ouvriers étaient mobilisés pour s'entretuer. Aujourd'hui encore, nous devons débattre, nous rassembler, dénoncer la guerre et mettre en évidence la responsabilité des ouvriers de l'Ouest, maintenir nos analyses dans l'esprit de Zimmerwald et de Kienthal et nous dresser comme un phare face à la décomposition capitaliste et contre la guerre impérialiste."

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple

Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n ^{os} + 4 n ^{os}	
FRANCE	35 €
ETRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en France ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

LISEZ



Courant Communiste International

2e semestre 2014

Revue Internationale

Éditorial

100 ans après la Première Guerre mondiale, la lutte pour les principes prolétariens demeure pleinement d'actualité

Première Guerre mondiale

Comment s'est produite la faillite de la Deuxième internationale

Conférence internationale extraordinaire du CCI

La "nouvelle" de notre disparition est grandement exagérée !

La guerre d'Espagne met en évidence les lacunes fatales de l'anarchisme (Des voix dissidentes au sein du mouvement anarchiste)

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud De la naissance du capitalisme à la veille de la Seconde Guerre mondiale

154

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Paraît tous les 4 mois



RÉUNIONS PUBLIQUES

Les attentats de Paris un pas de plus dans la décomposition du capitalisme

LILLE

le samedi 21 mars, de 16 h à 20 h
Librairie l'Isoumise, 10, rue d'Arras, Lille

À lire sur fr.internationalism.org

Le GIGC

répand ses immondices sur la section du CCI au Mexique

Sur la conférence-débat de Philippe Bourinet

Islamisme

un symptôme de la décomposition du capitalisme

Manifestations et grèves en Belgique

Les actions syndicales

ne mènent qu'au découragement et au désespoir

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale
de *Révolution internationale*

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo

Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution

IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie

P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution (Allemagne)

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Weltrevolution (Suisse)

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition

(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie

(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France

(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire
(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe

pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Les anarchistes et la guerre impérialiste

«... Or, la social-démocratie allemande n'était pas seulement l'avant-garde la plus forte de l'Internationale, elle était aussi son cerveau. Aussi faut-il commencer par elle, par l'analyse de sa chute; c'est par l'étude de son cas que doit commencer le procès d'auto-réflexion. C'est pour elle une tâche d'honneur que de devancer tout le monde pour le salut du socialisme international, c'est-à-dire de procéder la première à une autocritique impitoyable. Aucun autre parti, aucune autre classe de la société bourgeoise ne peut étaler ses propres fautes à la face du monde, ne peut montrer ses propres faiblesses dans le miroir clair de la critique, car ce miroir lui ferait voir en même temps les limites historiques qui se dressent devant elle et, derrière elle, son destin. La classe ouvrière, elle, ose hardiment regarder la vérité en face, même si cette vérité constitue pour elle l'accusation la plus dure, car sa faiblesse n'est qu'un errement et la loi impérieuse de l'histoire lui redonne la force, lui garantit la victoire finale.

«L'autocritique impitoyable n'est pas seulement pour la classe ouvrière un droit vital, c'est aussi pour elle le devoir suprême.»

Ainsi écrivait Rosa Luxemburg en 1915, dans *La crise de la social-démocratie allemande*, plus connue sous le nom de *Brochure de Junius* (1), travail de recherche sur les causes de la trahison de la majorité du SPD allemand et d'autres partis socialistes, confrontés à l'épreuve suprême de la guerre impérialiste mondiale. Dans ce passage, elle énonce clairement un élément central de la méthode marxiste : le principe de «l'autocritique permanente et impitoyable», qui est à la fois possible et nécessaire pour le marxisme parce que c'est le produit théorique de la première classe dans l'histoire qui peut «hardiment regarder la vérité bien en face».

Pendant et après la Première Guerre mondiale, cette tentative d'aller aux racines de l'effondrement de la Deuxième Internationale était une

caractéristique de la démarcation entre les courants de la Gauche apparus en dehors des différents partis de la Deuxième Internationale mais qui ont formé une nouvelle Internationale explicitement communiste. Et quand la nouvelle Internationale, à son tour, a glissé dans l'opportunisme avec le reflux de la vague révolutionnaire d'après-guerre – une régression plus symboliquement exprimée dans la politique du Front Unique avec les traîtres social-démocrates – le même travail de critique a été réalisé par les fractions de la Gauche communiste au sein de la Troisième Internationale, en particulier les gauches allemande, italienne et russe.

En 1914, le mouvement anarchiste a également connu une crise suite à la décision de l'anarchiste très vénéré Pierre Kropotkine et de ses sympathisants de déclarer leur soutien à l'Entente impérialiste contre le bloc dirigé par l'Allemagne, et l'adoption de la même politique par «le syndicalisme révolutionnaire» de la CGT française (2). Dans les rangs du mouvement anarchiste, beaucoup sont restés fidèles à l'internationalisme et ont dénoncé farouchement l'attitude de Kropotkine et autres «anarcho-tranchéistes». Sans doute, une minorité d'anarchistes refusa de participer à l'effort de guerre impérialiste. Mais, contrairement à la réponse de la Gauche marxiste, il y a eu peu d'effort pour entreprendre une analyse théorique de la capitulation d'une aile importante du mouvement anarchiste en 1914. Et, tandis que la gauche marxiste était en mesure de remettre en cause la méthode et la pratique sous-jacentes des partis sociaux-démocrates pendant toute la période qui a précédé la guerre, les anarchistes n'ont montré aucune capacité d'«autocritique impitoyable», car ils n'utilisent pas la méthode du matérialisme historique mais se fondent sur des principes plus ou moins intemporels et abstraits et sont imprégnés de l'idée qu'ils for-

2) Voir l'article sur la CGT de notre série sur l'anarcho-syndicalisme : http://en.internationalism.org/ir/120_cgt.html. Le lien pour toute la série est ici : <http://en.internationalism.org/series/271>

ment une sorte de famille unie autour de la lutte pour la liberté contre l'autorité. Il peut y avoir des exceptions, des tentatives sérieuses pour approfondir la question, mais, en général, elles viennent d'anarchistes qui ont été capables d'intégrer certains éléments de la théorie marxiste.

Cette incapacité à se remettre en cause profondément découle de la nature de classe d'origine de l'anarchisme, qui a émergé de la résistance de la petite-bourgeoisie, en particulier des artisans indépendants, au processus de prolétarisation qui a désintégré la structure de classe de l'ancienne société féodale au XIX^e siècle. L'anarchiste français Pierre-Joseph Proudhon fut le fleuron de ce courant, avec son rejet du communisme en faveur d'une société de producteurs indépendants reliés par des relations de troc. Il est certainement vrai que les proudhoniens ont aussi exprimé un mouvement dans la direction du prolétariat en rejoignant la Première Internationale, cependant même avec les courants anarchistes les plus proches de positions prolétariennes, comme les anarcho-syndicalistes qui se sont développés vers la fin du XIX^e siècle, les attitudes incohérentes, idéalistes et a-historiques typiques de la conception du monde petite-bourgeoise n'ont jamais été totalement surmontées.

Cette incohérence a été chèrement payée par la nouvelle crise qui a balayé le mouvement anarchiste en réaction aux événements en Espagne, en 1936-1937. Les éléments importants du mouvement anarchiste qui n'avaient pas trahi en 1914, surtout la CNT espagnole, se sont ralliés à la défense d'un camp contre un autre dans la nouvelle guerre impérialiste, dans laquelle le camp républicain, dominé par l'aile gauche de la bourgeoisie, faisait face à son aile droite, dirigée par Franco, le tout constituant une partie d'un conflit impérialiste plus vaste mettant sur le devant de la scène les États fascistes allemand et italien contre l'impérialisme russe émergent. Sous la bannière de l'unité antifasciste, la CNT a rapidement intégré l'État républicain à tous niveaux, y compris

les gouvernements de Catalogne et de Madrid. Encore plus important, le rôle principal de la CNT a consisté à dévoyer ce qui avait été dans un premier temps une réponse authentiquement prolétarienne au coup d'État de Franco, une réponse qui avait utilisé les méthodes de la lutte de classe – grève générale, fraternisation avec les troupes, occupation d'usines et armement des ouvriers – vers la défense militaire de la république capitaliste. Compte tenu de la force de cette réaction prolétarienne initiale, non seulement les anarchistes mais aussi de nombreux courants marxistes en dehors du stalinisme ont été entraînés dans le soutien au front antifasciste, d'une manière ou d'une autre; cela a inclus non seulement la tendance opportuniste autour de Trotski, mais aussi des éléments importants de la Gauche communiste, y compris une minorité au sein de la Fraction de la Gauche italienne. D'autre part, dans l'anarchisme, il y eut certainement des réactions de classe contre la trahison de la CNT, comme le groupe *Los Amigos de Durruti* et *Guerra di Classe* de Camillo Berneri. Mais la véritable compréhension de la nature de cette guerre a été le fait d'une petite minorité de la Gauche marxiste, surtout la Fraction italienne qui a publié *Bilan*. Cette dernière était presque seule à rejeter l'affirmation selon laquelle la guerre d'Espagne avait quelque chose à voir avec la défense des intérêts du prolétariat : au contraire, c'était une sorte de répétition générale avant le deuxième massacre impérialiste mondial. Pour *Bilan*, l'Espagne était un deuxième 1914 pour le mouvement anarchiste particulièrement. En 1939, face à la nouvelle guerre mondiale annoncée par *Bilan*, il y eut une majorité d'anarchistes, enivrés par l'antifascisme, qui suivirent la voie du ralliement à l'effort de guerre des Alliés, soit en rejoignant la Résistance, soit en s'enrôlant dans les armées officielles des Alliés; à la tête du défilé pour la «libération» de Paris en 1944, il y avait une voiture blindée festonnée aux couleurs de la CNT, qui avait combattu à l'intérieur de la division de l'armée française li-

bre dirigée par le général Leclerc. Encore une fois, des groupes anarchistes et des individus sont restés fidèles au principe de l'internationalisme prolétarien en 1939-45, mais il y a peu de preuves qu'ils aient effectué un examen systématique de la trahison historique de la majorité du mouvement dont ils se réclamaient encore.

Aujourd'hui, le prolétariat fait à nouveau face à la question de la guerre. Ce n'est pas une guerre mondiale entre des blocs déjà constitués, mais une descente chaotique et générale vers la barbarie militaire généralisée, comme on le voit en Afrique, au Moyen-Orient et en Ukraine. Ces guerres sont de nouveau des guerres impérialistes, au moyen desquelles les grandes puissances rivalisent derrière les différentes factions locales ou nationales et elles sont toutes l'expression de l'enfoncement irrésistible du capitalisme dans l'autodestruction. De nouveau, une partie du mouvement anarchiste soutient ouvertement ces conflits impérialistes.

En Russie et en Ukraine, il y a eu une croissance des groupes anarcho-nationalistes ou «ethno-anarchistes» qui fonctionnent ouvertement comme une aile «libertaire» de l'entraînement à la guerre dans chaque pays. Mais un groupe anarchiste plus «respectable» tel que le Syndicat des travailleurs autonomes, qui publie des documents sur Libcom et a tenu une réunion au Salon du livre anarchiste annuel en 2014, a également révélé des ambiguïtés profondes sur la guerre actuelle : dans certaines déclarations officielles, il semble prendre une position contre à la fois le régime ukrainien et les séparatistes pro-russes, mais les déclarations faites sur Facebook par certains de ses principaux membres racontent une histoire très différente, défendant apparemment le gouvernement de Kiev et sa guerre contre les incursions de Russie et appelant même au soutien de l'OTAN.

Au Kurdistan occidental (Rojava, nord de la Syrie), le Forum anarchiste kurde et le DAF (Action anarchiste révolutionnaire, Turquie) ont participé

(suite page 5)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de «socialistes» ou «communistes», ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'«indépendance nationale», de «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La «démocratie», forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis «ouvriers», «socialistes», «communistes» (les ex-«communistes» aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de «front populaire», «front anti-fasciste» ou «front unique», mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, «officielles» ou «de base», ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni «autogestion», ni «nationalisation» de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni «d'organiser la classe ouvrière», ni de «prendre le pouvoir» en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.